



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la légalité  
Bureau des procédures environnementales  
et de l'utilité publique**

Affaire suivie par :  
Sylvie CHAMPOUGNY  
05.55.44.19.36  
sylvie.champougny@haute-vienne.gouv.fr

Limoges, le 12 MARS 2026

Le préfet

à

Monsieur le responsable du groupe  
interdépartemental Creuse, Corrèze,  
Haute-Vienne  
DREAL Nouvelle-Aquitaine

**BORDEREAU D'ENVOI**

Indication des pièces	Nombre	Observations
<u>Objet</u> : Installations classées pour la protection de l'environnement  Copie de l'arrêté préfectoral portant compléments et modifications des prescriptions applicables aux installations exploitées par la société Valéo Embrayages SAS sur son site de Limoges	1	Transmis pour attribution

Pour le préfet et par délégation,  
La Cheffe de bureau

Delphine DOMINGUEZ





**PRÉFET  
DE LA HAUTE-VIENNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**Direction de la légalité  
Bureau des procédures environnementales  
et de l'utilité publique**

**Arrêté préfectoral n° 2026 - 33 du 12 mars 2026  
portant compléments et modifications des prescriptions  
applicables aux installations exploitées par la société Valéo Embrayages SAS  
sur son site de Limoges**

**Le préfet de la Haute-Vienne**

**Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;**
- Vu le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ;**
- Vu le décret n° 2013-1301 du 27 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier la rubrique 2661 ;**
- Vu le décret n° 2014-285 du 3 mars 2014 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, supprimant en particulier la rubrique 1523 ;**
- Vu le décret n° 2017-1595 du 21 novembre 2017 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier la rubrique 2575 ;**
- Vu le décret n° 2020-1169 du 24 septembre 2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, en particulier la rubrique 2662 de la nomenclature des installations classées ;**
- Vu le décret n° 2021-976 du 21 juillet 2021 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier les rubriques 2910 et 2921 ;**
- Vu l'arrêté préfectoral DRCLE n° 2004-670 du 20 avril 2004 autorisant la société Valéo Matériaux de Friction à poursuivre l'exploitation de son usine de production de garniture d'embrayage en ZI Nord - Rue Barthélémy Thimonnier à Limoges ;**
- Vu le dossier de déclaration de l'exploitant d'août 2009 relatif à l'activité d'emploi de matières abrasives relevant de la rubrique 2575 ;**
- Vu le courrier préfectoral adressé à l'exploitant le 15 mars 2013 donnant acte du déclassement d'activités vis-à-vis de certaines rubriques de la nomenclature des installations classées ;**

**Vu** le courrier préfectoral du 15 mai 2014 actualisant la situation administrative des tours aéroréfrigérantes vis-à-vis de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées ;

**Vu** le courrier électronique du 3 octobre 2024 de l'exploitant transmettant à l'inspection la fiche de données de sécurité du soufre utilisé sur le site de Limoges ;

**Vu** le courrier de l'exploitant du 21 octobre 2024 adressé aux services préfectoraux, relatif à la fusion-absorption de l'établissement Valéo Matériaux de Friction situé à Limoges par l'établissement Valéo Embrayages SAS dont le siège social est basé à Amiens ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance déposé par la société Valéo Embrayages SAS auprès des services préfectoraux le 25 octobre 2024 par lequel l'exploitant présente un projet de vente de parcelles et un projet d'une nouvelle ligne de production dite ligne e-DCT ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 4 février 2025 examinant le dossier de porter à connaissance susvisé ;

**Vu** le courrier préfectoral du 11 février 2025 invitant l'exploitant à compléter son dossier de porter à connaissance, tant sur le sujet de la vente des parcelles que sur le projet de la ligne de production ;

**Vu** le dossier complété en ce sens, transmis par les services préfectoraux à l'inspection le 7 août 2025 ;

**Vu** le courriel de l'inspection du 15 septembre 2025 demandant à l'exploitant d'apporter des précisions supplémentaires en lien avec le sujet de la vente des parcelles et le projet de la ligne de production e-DCT ;

**Vu** le courrier de l'exploitant adressé aux services préfectoraux le 1<sup>er</sup> octobre 2025 apportant des compléments concernant la vente des parcelles ;

**Vu** le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 10 octobre 2025 examinant ces compléments concernant la vente des parcelles ;

**Vu** le courrier préfectoral du 16 octobre 2025 adressé à la société Valéo Embrayages SAS, donnant acte de la nouvelle emprise parcellaire de son site de Limoges ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance, complété et actualisé, déposé par l'exploitant auprès des services préfectoraux le 12 décembre 2025 ;

**Vu** l'avis du SDIS du 26 janvier 2026 sur le dossier dans cette version finale ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 février 2026 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 21 février 2026 ;

**Vu** l'absence d'observation de la part de l'exploitant ;

**Considérant** que le courrier préfectoral du 15 mars 2013 susvisé donne acte du déclassement d'activités vis-à-vis des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :

- 1175-1, 2515-1, 1131-1 c) suite à la modification du process de fabrication du liant et d'imprégnation,
- 2564-2 du fait de la sous-traitance de l'activité à l'extérieur du site,
- 1433 B b) suite à la modification du procédé de collage,
- 1432-2 b) puisque le white spirit et le fioul ne sont plus utilisés,
- 2565-2 a) du fait de l'arrêt du traitement de surfaces,
- 2925 et 2920 suite à la modification des seuils de ces rubriques ;

**Considérant** qu'au regard de la suppression de la rubrique 1523 de la nomenclature par le décret du 3 mars 2014 susvisé, il y a lieu d'examiner l'éventuel classement du stockage de soufre vis-à-vis de la rubrique 1450 ;

**Considérant** que l'inventaire des classifications et des étiquetages disponible à la date de signature du présent arrêté et la fiche de données de sécurité du soufre utilisé par l'exploitant sur le site de Limoges, transmise par ses soins par courrier électronique du 3 octobre 2024 susvisé, précisent comme mention de danger la référence H315 (provoque des irritations cutanées) et non H228 (matière solide inflammable) ;

**Considérant** ainsi que le stockage de soufre présent sur le site Valéo Embrayages SAS de Limoges ne relève pas de la rubrique 1450 de la nomenclature ;

**Considérant** que le courrier de l'exploitant du 21 octobre 2024 susvisé précise que la fusion-absorption a été effective depuis le 1<sup>er</sup> juin 2024 ;

**Considérant** qu'il convient d'acter ce changement d'exploitant ;

**Considérant** qu'il convient d'intégrer les modifications parcellaires dans le présent arrêté telles qu'actées par courrier préfectoral du 16 octobre 2025 susvisé ;

**Considérant** que le dossier de porter à connaissance déposé par la société Valéo Embrayages SAS a été examiné notamment au regard de la note ministérielle du 20 décembre 2021 relative aux modifications des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Considérant** que les modifications et évolutions envisagées par la société Valéo Embrayages SAS constituent une modification notable au sens du II de l'article R. 181-45 du code de l'environnement et que ce même article dispose que des arrêtés complémentaires peuvent être proposés et que ces arrêtés peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 du code de l'environnement, rend nécessaire ;

**Considérant** les éléments apportés dans le dossier pour justifier de l'acceptabilité de cette situation vis-à-vis des dangers ;

**Considérant** que les prescriptions du présent arrêté sont de nature à prévenir les dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le préfet peut ne pas solliciter l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques sur les prescriptions complémentaires proposées ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne ;

### Arrête

#### Article premier - Changement d'exploitant

La société Valéo Embrayages SAS, dont le siège social est situé 81, avenue Roger Dumoulin – CS 70926 – 80009 Amiens Codex, est, depuis le 1<sup>er</sup> juin 2024, l'exploitant des installations situées rue Barthélémy Thimonnier – BP 1532 – 87020 Limoges Cedex 9.

A ce titre, la société Valéo Embrayages SAS, dénommée ci-après l'exploitant, est tenue de se conformer aux prescriptions des différents arrêtés préfectoraux en vigueur applicables aux installations précitées, dont celles fixées dans le présent arrêté.

#### Article 2 - Emprise parcellaire

La société Valéo Embrayages SAS occupe, sur la commune de Limoges, les parcelles référencées ci-dessous :

Section	Numéros de parcelles
Section MH	8 et 63

Le plan fourni en annexe 1 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2004 susvisé est abrogé.

#### Article 3 - Tableau de classement

Le tableau figurant au a) de l'article 1-2 de l'arrêté préfectoral du 20 avril 2004 susvisé est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Désignation de l'activité	Classement ICPE actuel	
		capacité/volume	Régime <sup>(1)</sup>
2921-1.a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	5 568 kW (2 TAR de 2 784 kW chacune)	E
2661-1.c	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : c) Supérieure ou égale à 1 t/j mais inférieure à 10 t/j	7 t/j	D
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est : supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW (DC)	3 chaudières gaz, pour une puissance thermique nominale totale de 7,20 MW  2 installations de secours non raccordables à une cheminée commune non prises en compte dans le calcul de la puissance de l'installation : - un groupe électrogène de 80 kW fonctionnant moins de 500h/an - une installation au FOD de 100 kW pour le sprinklage	DC
2575	Emploi de matières abrasives telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW.	43,3 kW	D
2661-2.b	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j	12 t/j	DC
2662-2	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	189 m <sup>3</sup>	D

(1): E : Enregistrement, D : Déclaration, DC : Déclaration avec Contrôle périodique »

Lorsqu'ils existent, les arrêtés ministériels de prescriptions générales relatifs aux différentes rubriques listées dans le tableau de classement sont applicables de plein droit.



#### **Article 4 - Procédure**

Le site reste régi par les règles de la procédure d'autorisation au sens de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **Article 5 - Ligne e-DCT**

Les installations et aménagements de la ligne e-DCT sont implantées, réalisées et exploitées selon le dossier de porter à connaissance dans sa dernière version de décembre 2025.

#### **Article 6 - Notification**

Le présent arrêté sera notifié à la société Valéo Embrayages SAS à Limoges.

#### **Article 7 - Publicité**

Il sera fait application des dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement pour l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté sera déposée à la mairie de Limoges et pourra y être consultée,
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Limoges pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Limoges,
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Vienne pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article 8 - Recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Limoges ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).



**Article 9 - Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Nouvelle-Aquitaine et l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera transmise au maire de Limoges.

A Limoges, le 12 MARS 2026

Pour le préfet et par délégation,

Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet, Secrétaire Général

Laurent MONBRUN

Arrêté préfectoral n° 2026 - 33 du 12 MARS 2026  
portant compléments et modifications des prescriptions  
applicables aux installations exploitées par la société Valéo Embrayages SAS  
sur son site de Limoges

